

PAUL GENOT

AUDIT

Société de commissaires aux comptes membre de la compagnie régionale de Besançon

Franck PAUL

Commissaire aux comptes

Jean-François HUOT

Commissaire aux comptes

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HENRI MATISSE

31, rue de la République
42 800 RIVE DE GIER

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HENRI MATISSE
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HENRI MATISSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, y compris sur les informations portées en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met

en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 10 avril 2025

Le Commissaire aux comptes,

Cabinet PAUL GENOT AUDIT
Franck PAUL



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	3 923	3 923				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	39 887	33 837	6 050	9 486	3 436	36.22
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	9		9	9		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	43 819	37 760	6 059	9 495	3 436	36.19
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	414		414	2 121	1 707	80.49
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	63 685		63 685	88 620	24 935	28.14
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	131 335		131 335	101 670	29 665	29.18
	Charges constatées d'avance (2)	4 301		4 301	5 139	838	16.30
	Total II	199 735		199 735	197 550	2 185	1.11
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		243 554	37 760	205 794	207 045	1 251	0.60

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	64 974	64 974		
	Autres	29 020	29 020		
	Report à nouveau	25 813	1 396	24 417	NS
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	11 963	24 417	12 453	51.00
	Situation nette (sous total)	131 770	119 807	11 963	9.99
	Fonds propres consommptibles				
	Subventions d'investissement	1 337	3 168	1 830	57.79
	Provisions réglementées				
	Total I	133 107	122 974	10 133	8.24
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	24 541	28 634	4 093	14.29
	Total III	24 541	28 634	4 093	14.29
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 300	9 500	5 200	54.74
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	35 400	38 696	3 297	8.52
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	6 744	4 461	2 283	51.18
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	1 703	2 780	1 077	38.75
	Total IV	48 146	55 436	7 291	13.15
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	205 794	207 045	1 251	0.60

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	1 959		2 258		300	13.26
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	230 071		223 366		6 705	3.00
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	233 097		235 689		2 592	1.10
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels	300		350		50	14.29
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 256		32 583		24 326	74.66
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits			20		20	100.00
Total I	473 683		494 266		20 583	4.16
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	115 650		118 088		2 437	2.06
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	5 587		5 349		238	4.45
Salaires et traitements	247 318		262 852		15 534	5.91
Charges sociales	87 057		77 795		9 262	11.91
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 986		4 907		921	18.77
Dotations aux provisions	2 598		1 631		967	59.29
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	473		482		9	1.81
Total II	462 670		471 104		8 434	1.79
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	11 013		23 162		12 149	52.45

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		2 109		1 155	954	82.56
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		2 109		1 155	954	82.56
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		2 109		1 155	954	82.56
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		13 122		24 317	11 195	46.04
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		91		7 366	7 275	98.76
Sur opérations en capital		1 830		1 830		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		1 922		9 197	7 275	79.10
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		3 081		9 097	6 016	66.13
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		3 081		9 097	6 016	66.13
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		1 159		100	1 259	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		477 714		504 617	26 904	5.33
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		465 751		480 201	14 450	3.01
5. EXCEDENT OU DEFICIT		11 963		24 417	12 453	51.00

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature	44	212	39	294	4 918	12.52
Bénévolat						
TOTAL	44	212	39	294	4 918	12.52
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	42	831	37	912	4 919	12.98
Prestations en nature	1	381	1	382	1	0.06
Personnel bénévole						
TOTAL	44	212	39	294	4 918	12.52

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 923		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	14 567		550
Installations générales agencements aménagements divers	1 136		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	23 634		
TOTAL	39 337		550
Autres participations	9		
TOTAL	9		
TOTAL GENERAL	43 269		550

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			3 923	3 923
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			15 117	15 117
Installations générales agencements aménagements divers			1 136	1 136
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			23 634	23 634
TOTAL			39 887	39 887
Autres participations			9	9
TOTAL			9	9
TOTAL GENERAL			43 819	43 819

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	3 923			3 923
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		13 483	906		14 389
Installations générales agencements aménagements divers		1 136			1 136
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		15 232	3 080		18 312
TOTAL		29 851	3 986		33 837
TOTAL GENERAL		33 774	3 986		37 760
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	906				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 080				
TOTAL	3 986				
TOTAL GENERAL	3 986				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	28 634		4 093		24 541
TOTAL	28 634		4 093		24 541
TOTAL GENERAL	28 634		4 093		24 541
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 598	6 691		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	414	414	
Divers état et autres collectivités publiques	61 481	61 481	
Débiteurs divers	2 204	2 204	
Charges constatées d'avance	4 301	4 301	
TOTAL	68 400	68 400	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	4 300	4 300		
Personnel et comptes rattachés	18 644	18 644		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 736	12 736		
Autres impôts taxes et assimilés	4 020	4 020		
Autres dettes	6 744	6 744		
Produits constatés d'avance	1 703	1 703		
TOTAL	48 146	48 146		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	63 685
Total	63 685

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fiscales et sociales	22 118
Autres dettes	6 744
Total	28 862

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		4 301
Total		4 301
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		1 703
Total		1 703

Subventions d'équipement

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 prévoit de publier la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants et bénévoles. Cette information n'est pas précisée ici car elle conduirait à divulguer sous forme individualisée, une seule rémunération, ceci étant habituellement considéré comme confidentiel.

Valorisation des contributions volontaires

Les éléments supplétifs ont été évalués à un montant de 44 212 euros. Ils correspondent à la mise à disposition de locaux et de personnel de l'année 2024 par la commune de Rive de Gier.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.